

## **Retour sur les négociations relatives aux postes-clés de l'Union européenne - François-Xavier Bellamy (LR, PPE, Fr)**

*À l'issue des discussions du Conseil européen, et après les premiers votes intervenus au Parlement, François-Xavier Bellamy, président de la délégation française du Groupe PPE, revient sur les négociations relatives aux postes-clés de l'Union européenne*

“Malgré l'ampleur de l'adversité qu'elle a rencontrée, la droite européenne remporte les victoires essentielles : c'est au PPE que revient la présidence de la Commission européenne, ainsi que la présidence de la BCE.

Les électeurs ont accordé la majorité de leurs suffrages aux candidats de droite à l'occasion de l'élection européenne du 26 mai, et il aurait été incompréhensible que les nominations stratégiques de ce début de mandat ne reflètent pas ce choix démocratique. La délégation française a constamment maintenu ce principe non négociable ; et lorsque les blocages rencontrés au Conseil ont conduit à envisager qu'un socialiste soit investi à la tête de la Commission, nous avons clairement indiqué que nous quitterions le PPE si un tel compromis devait être accepté.

L'idée de placer M. Timmermans à la tête de la Commission a donc été écartée, et notre priorité absolue est aujourd'hui atteinte. Malgré l'élection de M. Sassoli à la présidence du Parlement, que nous regrettons, les socialistes ont échoué à prendre la main sur la décision politique en Europe : cette fonction institutionnelle, qu'il n'occupera que pour la moitié du mandat, n'a pas d'impact sur les orientations de l'action européenne.

La famille politique de la droite en Europe a donc gagné cette bataille, pour pouvoir faire entendre la voix des électeurs qui lui ont fait confiance le 26 mai dernier. Ursula von der Leyen est venue dès le lendemain de sa nomination échanger avec notre groupe ; nous pourrons travailler avec elle pour traduire concrètement les engagements pris pendant notre campagne. Nous sommes également heureux de la nomination de Christine Lagarde, issue de notre famille politique et dont la compétence est unanimement reconnue.

Malgré ces succès décisifs, les événements des derniers jours ont marqué un profond recul pour la transparence démocratique de la vie publique européenne ; et le premier responsable de ce recul est le Président de la République.

Comme les autres familles politiques en Europe, le PPE avait élu un candidat pour la présidence de la Commission et l'avait présenté bien avant l'élection du 26 mai, pour permettre aux citoyens de faire leur choix en connaissance de cause, et pour rendre ainsi plus lisibles et plus démocratiques les nominations européennes. Par hostilité envers notre famille politique, Emmanuel Macron s'est opposé à ce processus, et a rendu impossible la désignation de Manfred Weber, qui bénéficiait pourtant de cette indéniable légitimité démocratique. La conséquence de ce blocage a été cette succession de sommets incompréhensibles par les citoyens, et un processus de désignation entre chefs d'Etat qui s'est déroulé dans l'opacité et la confusion la plus totales. Derrière la mise en scène du “nouveau monde”, l'Europe a subi un grand

pas en arrière, et la France sort malheureusement de cette séquence encore un peu plus discréditée auprès de nos partenaires européens.

Notre délégation française a donc maintenant une responsabilité décisive. Nous avons travaillé sans relâche au cours des dernières semaines pour avoir les moyens d'agir. Ce travail nous a permis de garantir une présence de nos élus dans toutes les commissions stratégiques pour répondre aux priorités exprimées pendant la campagne. Arnaud Danjean est aujourd'hui vice-président de notre groupe parlementaire, comptant 182 députés, et Anne Sander a été élue ce matin premier Questeur du Parlement européen. Nous avons ainsi montré notre influence, et gagné une vraie capacité d'agir sur les choix essentiels à venir.

Nous nous attacherons à faire entendre la voix des électeurs français au sein de notre groupe parlementaire, qui aura donc les leviers les plus importants pour agir au cours des prochaines années. Loin des postures superficielles et des promesses sans lendemain, les Français peuvent compter sur notre constance, comme nous l'avons démontré dans les tensions de ces derniers jours, pour traduire concrètement nos engagements”.